

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N 696 / Mars 2022

## TENDANCES CONJONCTURELLES

4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2021

### La conjoncture en Guadeloupe : un net fléchissement de l'activité au 4<sup>e</sup> trimestre

Ajoutés à la crise sanitaire qui perdure, les mouvements sociaux et les troubles à l'ordre public survenus en fin d'année impactent fortement l'activité des entreprises de l'île ainsi que le moral de leurs responsables, interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM. À l'issue du 4<sup>e</sup> trimestre 2021, l'indicateur du climat des affaires (ICA) chute de 10,7 points et s'éloigne ainsi de sa moyenne de longue période pour s'établir à 88,4 points. Les principaux indicateurs de conjoncture confirment tous cette tendance : le dynamisme de la consommation des ménages s'estompe et l'investissement des entreprises recule. Les échanges extérieurs (importations et exportations) sont également orientés à la baisse. Seul le marché de l'emploi continue de résister, grâce aux dispositifs de soutien à l'économie : en particulier, tous les secteurs déclarent avoir recours au chômage partiel au 4<sup>e</sup> trimestre et le télétravail est largement mis en œuvre.

L'ampleur de la baisse d'activité constatée en fin d'année est cependant variable d'un secteur à l'autre. Ainsi, le BTP, le commerce, les autres industries et les services sont les plus affectés, alors que les industries agroalimentaires (IAA) affichent une activité mitigée. Le secteur du tourisme tourne certes au ralenti, mais a pu profiter d'un léger regain de la fréquentation locale. Dans ce contexte, la mobilisation des Prêts Garantis par l'État (PGE) se poursuit (+2,2 % en nombre et +4,4 % en montant sur le trimestre).

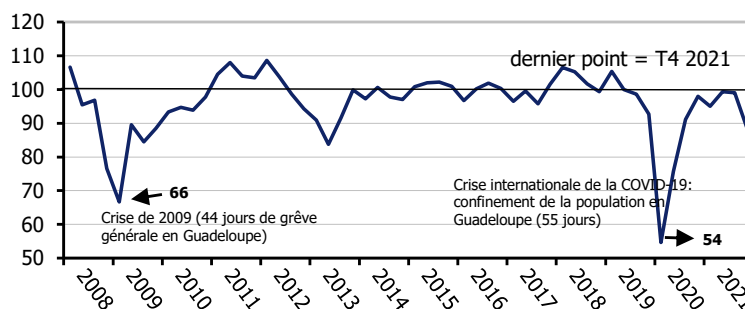
Il est important de relever que le fort repli de l'ICA du 4<sup>e</sup> trimestre s'explique aussi par la composante future de l'indice, qui correspond aux anticipations des chefs d'entreprises pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2022. En effet, la crise sociale de la fin d'année 2021 s'accompagne, dès le mois de janvier 2022, d'une dégradation de la situation sanitaire en Guadeloupe liée à la propagation du variant Omicron et conduisant au rétablissement de l'état d'urgence et d'un couvre-feu. Selon les chefs d'entreprises interrogés, ce contexte devrait peser lourdement sur l'activité économique du 1<sup>er</sup> trimestre 2022, notamment sur leur trésorerie et les délais de paiement. L'évolution des prix reste également un sujet de préoccupation : la plupart des entreprises enquêtées font état d'une hausse des prix de leurs marchandises et intrants depuis un an, liée à une augmentation à la fois du prix d'achat des matières premières et du coût du fret.

Les professionnels interrogés sont partagés sur leurs perspectives d'activité. En effet, 43 % d'entre eux anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires en 2022 (estimée à +15 % en moyenne) et 13 % une baisse (en moyenne de -9 %). 39 % ne répondent à la question, par manque de visibilité.

## Le climat des affaires se dégrade dans un contexte social tendu

D'après notre dernière enquête auprès des chefs d'entreprise, l'indicateur du climat des affaires se dégrade au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, à 88,4 points : il affiche un fléchissement bien plus marqué qu'au trimestre précédent (-10,7 points sur les trois derniers mois, contre -0,3 point sur les trois précédents), s'éloignant ainsi de sa moyenne de longue période. Les entreprises participantes à l'enquête indiquent une nouvelle baisse de leur activité en raison principalement de la crise sociale de fin d'année. Les troubles sociaux du 4<sup>e</sup> trimestre pèsent donc lourdement sur le « moral » des chefs d'entreprises, qui font état d'une perte d'activité importante et d'un nouvel allongement des délais de paiement qui détériore leur trésorerie. Selon eux, le contrecoup de la hausse des prix est également important. Toutefois, il est essentiel de souligner que les trois quarts de la baisse de l'ICA sont imputables à la composante prévisionnelle de l'indice : les chefs d'entreprises, dans un contexte de dégradation de la situation sanitaire et de tentatives de résurgence de la crise sociale, indiquent pour la plupart « naviguer à vue ». Ils prévoient ainsi une chute marquée de leur activité au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et restent par conséquent prudents dans leurs prévisions d'investissement, tout en portant un avis mitigé sur l'évolution de leur trésorerie et de leur carnet de commandes à court terme.

**Indicateur du climat des affaires en Guadeloupe**  
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

## Les prix augmentent de nouveau<sup>1</sup>

L'indice des prix à la consommation progresse de 0,9 % entre juillet et novembre 2021 et de 3,3 % entre novembre 2020 et novembre 2021. À l'échelle nationale (hors Mayotte), la hausse de l'indice des prix à la consommation s'est également poursuivie (+2,8 % sur un an). La croissance rapide des prix résulte en grande partie d'une accélération des prix de l'énergie et des difficultés d'approvisionnement liées à la crise Covid.

Cette tendance haussière est par ailleurs confirmée par les résultats de la dernière enquête de conjoncture : 73,2 % des professionnels interrogés indiquent subir une hausse d'en moyenne 18 % du prix de leurs marchandises ou de leurs intrants au 4<sup>e</sup> trimestre. L'évolution observée, liée à l'augmentation conjointe du prix d'achat des marchandises et du coût du fret, devrait se poursuivre début 2022. Tous les secteurs sont touchés, à l'exception du tourisme. Les secteurs les plus impactés sont l'industrie et la construction. 57 % des entreprises concernées prévoient de répercuter ces hausses sur leurs prix de vente, en grande majorité de façon partielle.

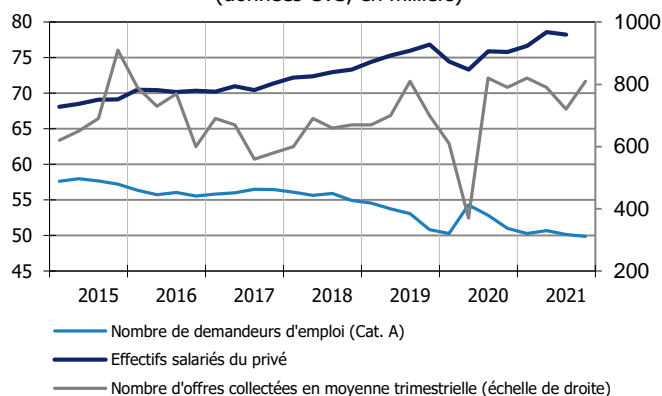
## Le marché de l'emploi résiste

En dépit de la crise sanitaire et sociale, le marché de l'emploi se maintient au 4<sup>e</sup> trimestre en Guadeloupe. Fin décembre 2021, 49 880 demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFM A) sont enregistrés, soit un repli de 0,5 % sur le trimestre et de 2,2 % sur un an. Pour rappel, avant la crise sanitaire, 50 260 DEFM A étaient enregistrés au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 avant une hausse soutenue à 54 270 DEFM A au 2<sup>e</sup> trimestre 2020. Par ailleurs, le nombre moyen d'offres d'emploi déclaré sur trois mois affiche une belle dynamique, en hausse de 12,5 % sur le trimestre (après -8,9 % au 3<sup>e</sup> trimestre).

Selon l'enquête de conjoncture, les effectifs sont globalement stables en fin d'année (73,2 % des réponses). La moitié des chefs d'entreprise ont recouru au moins à l'une des mesures mises en place pour soutenir l'emploi. Ainsi, moins de 1 % des entreprises ont eu recours au licenciement. 9,8 % d'entre elles ont même recruté pour faire face à la recrudescence d'activité de fin d'année.

Le recours au télétravail est deux fois plus élevé qu'au trimestre précédent (38,5 % contre 16,4 %), la plupart des entreprises ayant mis en œuvre les conditions nécessaires de nature à faciliter le travail à distance de leurs salariés. En outre, l'instauration par l'État de mesures complémentaires pour limiter la propagation de la Covid-19, engendre une mobilisation accrue du dispositif du chômage partiel au 4<sup>e</sup> trimestre, en particulier dans le secteur du tourisme.

**DEFM A et effectifs salariés du privé**  
(données CVS, en milliers)



Source : DIECCTE, ACOSS.

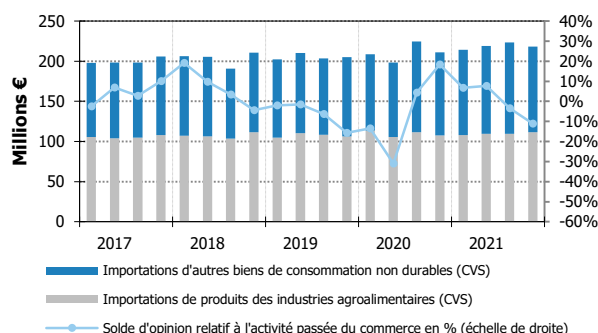
<sup>1</sup> En raison de la crise sanitaire survenue depuis 2020, les relevés de prix n'ont pas pu être réalisés avec la qualité nécessaire pour publier les indices des prix à la consommation (IPC) d'août à octobre 2021. Par ailleurs, des mouvements sociaux en novembre 2021 ont limité les accès aux magasins et la possibilité d'effectuer les relevés pour l'IPC. Pour cette raison, l'indice des prix des produits manufacturés de novembre 2021 reste fragile. L'IPC à fin décembre n'est pas disponible à la date de rédaction de cette note.

En moyenne, 2 802 salariés étaient au chômage partiel chaque mois, tous secteurs confondus. Aussi, 1/3 des entreprises enregistrent des arrêts maladie liés au Covid-19 (contre 1/4 au 3e trimestre et 17 % au 2e trimestre).

## La consommation des ménages se fragilise

Le moral des chefs d'entreprise du secteur du commerce est, comme dans la plupart des secteurs, marqué par la crise sociale de fin d'année. Le solde d'opinion du secteur d'activité, en net retrait, atteint son plus bas niveau depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2020. Les importations de biens de consommation non durables diminuent de 2,3 % (CVS) sur le trimestre. Hors industries agroalimentaires, ces derniers diminuent de 6,2 % (CVS). Les biens de consommation durables connaissent pour leur part une légère augmentation (+1,1 %, CVS), à l'instar de la hausse des immatriculations de véhicules neufs de particuliers (+6,5 %, CVS). Cette dernière évolution serait liée, selon certains professionnels du secteur interrogés, à une réception plus importante de véhicules au 4<sup>e</sup> trimestre nécessitant un déstockage massif de la marchandise via des offres commerciales. Le marché de l'automobile est en effet fortement touché par la pénurie mondiale des semi-conducteurs générée en grande partie par la crise de la Covid-19. Cette crise contraint de nombreux constructeurs à mettre temporairement à l'arrêt certaines de leurs usines engendrant d'importants retards de production et allongeant ainsi considérablement les délais de livraison. Le marché guadeloupéen semble avoir été particulièrement affecté au 3<sup>e</sup> trimestre : les immatriculations de véhicules neufs ont diminué de 19,7 % sur le trimestre, la plupart des commandes n'ayant pu être honorées qu'au 4<sup>e</sup> trimestre en raison d'un stock limité.

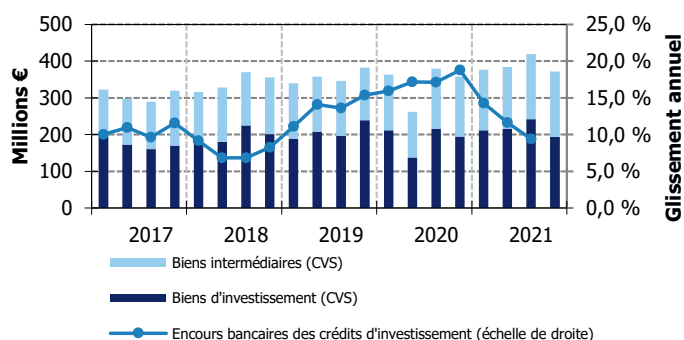
### Indicateurs de la consommation des ménages



Sources : Douanes, IEDOM.

## Les intentions d'investir sur un an restent prudentes

### Indicateurs de l'investissement privé



Sources : Douanes et IEDOM.

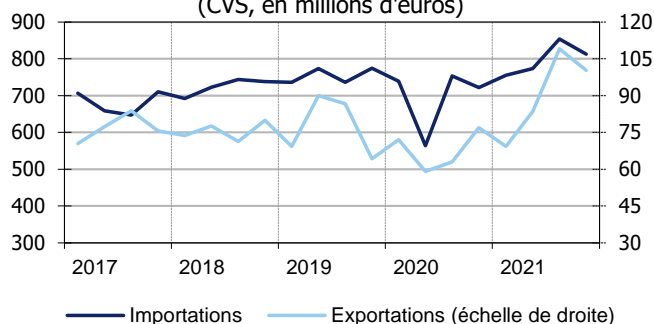
Au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, les importations de biens d'investissement affichent un retrait marqué (-20 % sur trois mois, CVS). Après avoir connu une hausse de 5 % au 3<sup>e</sup> trimestre, les importations de biens intermédiaires stagnent (+0,4 %, CVS).

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture, les chefs d'entreprises prévoient globalement de maintenir leurs investissements sur les douze prochains mois. La tendance est cependant différente d'un secteur à l'autre : si le solde d'opinion reste positif dans le secteur primaire, de l'industrie agroalimentaire, du BTP et du commerce, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprises du secteur du tourisme, des autres industries et des services marchands sont pessimistes dans un contexte jugé « très incertain ».

## Les échanges extérieurs se tassent, mais demeurent à des niveaux élevés

Quoique supérieures à leur niveau d'avant crise, les importations guadeloupéennes marquent le pas au 4<sup>e</sup> trimestre, en baisse de 4,8 % (CVS). Cette évolution s'inscrit dans un contexte de crise sociale ayant engendré de nombreux blocages. Ainsi, les importations de biens d'investissement et de biens de consommation non durables diminuent de respectivement 19,9 % et 2,3 % sur le trimestre (CVS). On note cependant une nouvelle hausse des importations d'énergie<sup>2</sup> (+5,7 %, CVS) toujours sous l'effet des prix : les prix de l'énergie sont en effet en nette augmentation entre juillet et novembre 2021 (+5,9 %), en raison de la hausse des prix des produits pétroliers (+ 8,1 %). Depuis le mois de juillet, les prix des carburants s'accroissent : +6,1 % pour les prix de l'essence super sans plomb, +8,5 % pour ceux du gazole, +13,3 % pour le pétrole et +19,6 % pour la bouteille de gaz. De même, sur un an, les prix de l'énergie affichent une croissance soutenue (+24,9 %), impactant considérablement les importations d'énergie (+75,4 % sur un an, CVS) et donc les importations totales (+12,6 % sur un an, CVS).

### Échanges commerciaux (CVS, en millions d'euros)



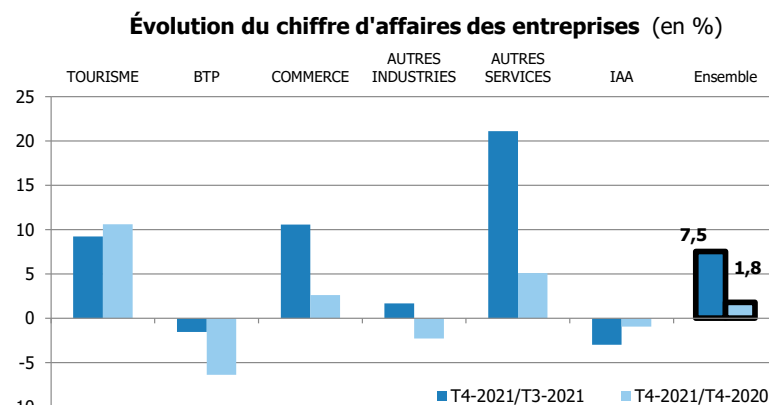
Sources : Douanes, CVS IEDOM.

<sup>2</sup> Hors énergie, la baisse des importations est de 6,9 % (CVS) sur trois mois.

Les exportations sont également en retrait sur le trimestre (-8 % après +20,5 % au 3<sup>e</sup> trimestre, CVS), mais restent, comme les importations, à des niveaux élevés. Cette évolution est essentiellement liée aux réexpéditions de produits pétroliers. Hors énergie, les exportations diminuent de 3,2 % (CVS). Aussi, les exportations de biens de consommation non durables reculent (-11,3 %, CVS) : la filière rhum affiche des exportations en berne sur le trimestre. L'export de bananes suit la même tendance (-15,7 %, CVS).

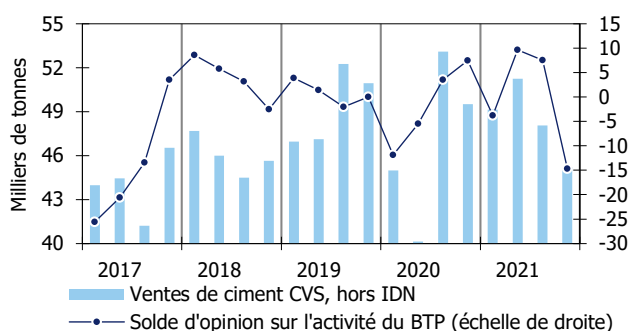
## Une activité qui se dégrade dans la plupart des secteurs

En dépit d'une baisse générale de l'activité, le chiffre d'affaires (CA) des entreprises interrogées progresse en moyenne de 7,5 % sur le trimestre, soutenu par la hausse des prix et le pic de croissance traditionnel de fin d'année. On observe néanmoins des évolutions différentes selon les secteurs. Les entreprises des autres services affichent un CA en nette amélioration en fin d'année. La CA du secteur du commerce enregistre également une bonne performance (+10,6 %), grâce aux fêtes de fin d'année. En revanche, le rythme de croissance du CA du tourisme s'essouffle (+9,2 % après +34,3 % au trimestre précédent). Dans les secteurs du BTP et de l'industrie agroalimentaire le CA est en retrait de respectivement -1,5 % et -3 %.



Source : IEDOM - Enquête de conjoncture.

### Ventes de ciment et activité du BTP



Sources : IEDOM, Lafarge Ciments Antilles.

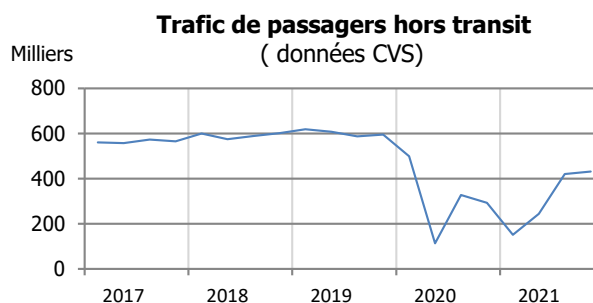
Après avoir montré des signes de ralentissement au 3<sup>e</sup> trimestre, l'activité du **BTP** marque le pas au 4<sup>e</sup> trimestre. La consommation de ciment diminue de 5,9 % sur trois mois (CVS). Les effectifs salariés du secteur suivent la même tendance, en baisse de 4,6 % (CVS) pour s'établir à 7 076 salariés. Seul le nombre de permis de construire (936) conserve une croissance dynamique (+278 permis sur trois mois après +360 permis à fin septembre, CVS) expliquée par un « effet rattrapage » : suite à des mouvements sociaux, de nombreuses municipalités étaient fermées au 2<sup>e</sup> trimestre ne permettant pas d'accéder aux différents services (baisse de 32,7 % du nombre de permis de construire).

Les professionnels interrogés confirment cette tendance faisant état d'une trésorerie fragilisée et d'un allongement des délais de paiement. Les intentions d'investir sur les douze prochains mois sont également moins favorables.

Les professionnels du **commerce** portent aussi un jugement négatif sur leur activité au 4<sup>e</sup> trimestre et pour le début de l'année 2022. La trésorerie se détériore, engendrant des prévisions d'investissements plus prudentes.

Par ailleurs, les conflits sociaux de fin d'année n'ont pas permis au secteur du **tourisme** de maintenir le dynamisme observé au 3<sup>e</sup> trimestre : les professionnels interrogés témoignent d'une dégradation marquée des délais de paiement et de la trésorerie. Le rythme de croissance du trafic de passagers hors transit à l'aéroport décélère fortement (+2,4 % après +72,7 % au trimestre précédent, CVS).

Le durcissement des restrictions sanitaires dès le mois de janvier 2022 impacte considérablement le moral des professionnels du secteur : une chute de l'activité est attendue au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. Les prévisions d'investissement demeurent donc globalement pessimistes.



Source : Aéroport Pôle Caraïbe, CVS Iedom

L'activité du 4<sup>e</sup> trimestre est également jugée défavorable par les professionnels des **autres industries**. L'ensemble des indicateurs est orienté à la baisse. Ils soulignent particulièrement une dégradation des charges, de la trésorerie et des délais de paiement.

L'activité du secteur des **services marchands** ne semble pas se redresser : en dépit d'une amélioration de la trésorerie, les professionnels du secteur font de nouveau état d'une activité dégradée. L'augmentation des charges et des délais de paiement est source d'inquiétudes pour les semaines à venir.

Enfin, les professionnels du secteur **primaire et de l'IAA** émettent un avis mitigé. Ils indiquent une légère amélioration de leur activité, mais un niveau de trésorerie insuffisant. La filière d'élevage est pour sa part mieux orientée : les abattages de bovins, porcins, ovins et caprins progressent de 5,3 % (CVS) après deux trimestres consécutifs de baisse. Le secteur primaire continue pour sa part d'afficher des exportations en retrait (-9,3 % après -4,8 % au 3<sup>e</sup> trimestre, CVS) et des importations en hausse (+14,4 % après +0,7 % au 3<sup>e</sup> trimestre, CVS). Les exportations de produits des IAA sont également en diminution (-10,3 %, CVS).

## La conjoncture régionale et internationale

### LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES ONT ÉTÉ REVUES À LA BAISSÉ

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2022, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 5,9 % en 2021, soit un niveau conforme à ce qui avait été anticipé en octobre. En revanche, les prévisions pour 2022 ont été nettement révisées à la baisse (-0,5 point) suite à la propagation rapide d'un nouveau variant de la Covid-19 et à une inflation plus élevée et plus généralisée que prévu. Sur l'année, le FMI table désormais sur une croissance mondiale de 4,4 %.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a retrouvé de la vigueur au quatrième trimestre 2021, s'élevant à 1,7% en rythme trimestriel, après une hausse de 0,6 % au trimestre précédent. La reconstitution des stocks des entreprises au cours de la période a largement contribué à cette évolution. Sur l'ensemble de l'année 2021, le PIB a crû de 5,6 % selon le FMI. L'institution anticipe une progression de 4,0 % en 2022, soit une révision à la baisse de 1,2 point par rapport aux prévisions d'octobre. L'abandon probable du plan de relance budgétaire, le retrait anticipé des mesures d'accompagnement monétaire et la persistance de pénuries d'approvisionnement sont autant de facteurs qui ont contribué à cette révision.

Dans la zone euro, le PIB a augmenté de 0,3 % au quatrième trimestre, après une progression de 2,3 % au troisième trimestre. Le taux de chômage a continué de baisser pour s'établir à 7,0 % à fin décembre contre 8,2 % un an plus tôt. À l'inverse, le taux d'inflation atteint 5,0 % à fin décembre, poussé par la hausse des prix de l'énergie. Une telle augmentation n'avait jamais été enregistrée depuis la création d'Eurostat en 1997. Sur l'ensemble de l'année, la croissance de la zone a atteint 5,2 % selon le FMI. Elle pourrait s'élever à 3,9 % en 2022, soit une révision à la baisse de 0,4 point par rapport aux dernières estimations.

La France a vu son PIB croître de 0,7 % au quatrième trimestre, soit un rythme plus modéré qu'au trimestre précédent (+3,1 %). Les échanges extérieurs, toujours en phase de rattrapage, progressent plus vite que la demande intérieure : les importations et les exportations augmentent respectivement de 3,6 % et de 3,2 % tandis que les dépenses de consommation des ménages enregistrent une hausse de 0,4 %, sensiblement identique à celle de l'investissement (+0,5 %). La Banque de France estime que la croissance du PIB a atteint 6,7 % en 2021 et qu'elle pourrait s'établir à 3,6 % en 2022.

Au Japon, le PIB a retrouvé une dynamique positive. Après un recul de 3,7 % au troisième trimestre, le PIB a ainsi enregistré un accroissement de 1,7 % sur le dernier trimestre 2021. Cette évolution s'explique principalement par la hausse de la consommation des ménages (+2,8 %) qui a profité d'une nette amélioration de la situation sanitaire. Sur l'ensemble de l'année, le PIB a progressé de 1,7 %. Il devrait croître de 3,3 % en 2022 selon les estimations du FMI.

Enfin, les pays émergents et en développement ont vu leur PIB augmenter de 6,5 % en 2021 avec d'importantes disparités entre les pays : l'Inde et la Chine ont vu leur PIB progresser de respectivement 9,0 % et 8,1 % sur l'année tandis que le Brésil et la Russie ont enregistré une hausse moins marquée (respectivement +4,7 % et +4,5 %). En 2022, le FMI prévoit une progression du PIB de 4,8 % dans ce groupe de pays.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 15 février 2022.

### UNE FIN D'ANNÉE MARQUÉE PAR LA HAUSSE DES PRIX

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la croissance de la région devrait atteindre +6,2 % en 2021 avant de décélérer à 2,1 % en 2022. Dans le détail, la CEPALC prévoit, pour 2022, une croissance de +1,4 % pour l'Amérique du Sud, +3,3 % pour l'Amérique centrale et 6,1 % pour les Caraïbes (hors Guyana).

Les transferts d'argent des migrants sont restés en 2021 une source importante de revenu pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Ils ont augmenté de près de 30 % en moyenne grâce à la dynamique de la reprise dans les pays de résidence des migrants. En revanche, les dépenses des administrations centrales sont restées bien au-dessus du niveau de 2019 dans les Caraïbes. Les États de la région continuent de lutter contre les effets de la pandémie, mais mobilisent également des ressources budgétaires pour réparer les effets des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes (ouragan Elsa, éruption du volcan La soufrière à Saint-Vincent les Grenadines, ...).

En particulier, la fin d'année 2021 est marquée par des niveaux d'inflation record. À fin septembre, elle atteint 7 % (en glissement annuel) en Amérique du Sud, 5,3 % en Amérique centrale et 4,2 % dans les Caraïbes anglophones. En conséquence, plusieurs banques centrales d'Amérique latine ont relevé leurs taux directeurs en 2021 (de 0,5 % à 5,5 % pour le Mexique, de 2 % à 9,25 % au Brésil). Par ailleurs, l'augmentation des prix des matières premières conduit à la dégradation des termes de l'échange. Dans les pays des Caraïbes, ils se dégradent de 5 % en raison de la part importante de l'énergie dans leurs importations.

Les prévisions de croissance pour 2022 sont assez disparates notamment dans les pays des Caraïbes en raison de la dépendance de la région au secteur du tourisme. De plus, l'arrivée de nouveaux variants de la Covid-19 et ses implications sur le tourisme mondial, les possibles nouvelles catastrophes naturelles, ou encore la volatilité des revenus sont autant d'incertitudes qui menacent la trajectoire de la reprise. À Saint-Kitts-et-Nevis, le FMI prévoit une baisse de la croissance de 1 % en 2021 avant un rebond de 10 % pour 2022 tiré par la reprise du tourisme international. À Barbade, l'organisation prévoit une hausse plus modérée en 2022, de l'ordre de 4,4 % : de nombreux investissements en infrastructure devraient soutenir la reprise qui reste menacée par de nouvelles augmentations de prix et des perturbations sur les chaînes d'approvisionnement. En République Dominicaine, l'augmentation de l'investissement privé dans le secteur touristique devrait tirer la croissance à 11 % en 2021 et 5,7 % pour 2022.

Sources : CEPALC « Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean » - Central Bank of Barbados, Review of Barbados' Economic Performance, January to December 2021 - FMI